



ESJ Social Sciences

Croissance et Décroissance d'une Ville en Phase de Desurbanisation : Le Cas de Mossendjo en République du Congo

Jean-Romuald Mambou

Institut d'Architecture, Urbanisme, Bâtiment et Travaux Publics (ISAUBTP)
de l'Université Denis SASSOU-NGUESSO de Kintélé,
Centre de Recherches Géologiques et Minières du Congo

Hilaire Elenga

Université Marien NGOUABI de Brazzaville,
Centre de Recherches Géologiques et Minières du Congo

[Doi:10.19044/esj.2022.v18n12p193](https://doi.org/10.19044/esj.2022.v18n12p193)

Submitted: 08 November 2021

Accepted: 31 March 2022

Published: 30 April 2022

Copyright 2022 Author(s)

Under Creative Commons BY-NC-ND

4.0 OPEN ACCESS

Cite As:

Mambou J-R. & Elenga H. (2022). *Croissance et Décroissance d'une Ville en Phase de Desurbanisation : Le Cas de Mossendjo en République du Congo*. European Scientific Journal, ESJ, 18 (12), 193. <https://doi.org/10.19044/esj.2022.v18n12p193>

Résumé

Cet article traite d'un phénomène urbain encore méconnu en Afrique, mais qui est fréquent ailleurs, à savoir la décroissance des villes. En effet, ce phénomène s'est fortement développé depuis les années 1990 dans plusieurs régions du monde. Les villes en décroissance sont celles qui perdent leurs populations qui migrent en direction d'autres villes plus attractives, à cause du déclin de l'emploi local, des problèmes sociaux et de la faiblesse de l'économie locale. Ce phénomène peut toucher des villes de toutes tailles et causé une crise structurelle multidimensionnelle. Notre enquête sur Mossendjo a conclu que cette ville, de taille moyenne dans l'armature urbaine congolaise, est depuis plusieurs années en phase de décroissance l'entraînant inexorablement vers sa ruralité et la pauvreté de sa population. Elle a démontré que cette décroissance est due essentiellement à la désindustrialisation et la desurbanisation de la ville : la part de la population vivant de l'agriculture de subsistance atteint aujourd'hui 90%, la structure de l'emploi montre que 79% de la population de Mossendjo est sans emploi, la ville compte 56,52% de femmes et sa population est relativement jeune, 92,65% de la population a

moins de 45 ans et 75% des habitants de la ville de Mossendjo est au chômage.

Mots-clés: Ville, Mossendjo, croissance urbaine, décroissance urbaine, désurbanisation, économie urbaine, hiérarchie urbaine

Growth and Decline of a City Undergoing De-Urbanization: The Case of Mossendjo in the Republic of Congo

Jean-Romuald Mambou

Institut d'Architecture, Urbanisme, Bâtiment et Travaux Publics (ISAUBTP)
de l'Université Denis SASSOU-NGUESSO de Kintélé,
Centre de Recherches Géologiques et Minières du Congo

Hilaire Elenga

Université Marien NGOUABI de Brazzaville,
Centre de Recherches Géologiques et Minières du Congo

Abstract

This article deals with an urban phenomenon still little known in Africa, but which is frequent elsewhere, namely the decline of cities. Indeed, this phenomenon has developed strongly since the 1990s in several regions of the world. Shrinking cities are those who lose their populations who migrate to other more attractive cities, because of the decline of local employment, social problems and the weakness of the local economy. This phenomenon can affect cities of all sizes and cause a multidimensional structural crisis. Our survey of Mossendjo concluded that this city, of medium size in the Congolese urban framework, has been in a phase of decline inexorably towards its rurality and the poverty of its population. It demonstrated that this decline is essentially due to deindustrialization and de-urbanization of the city: the share of the population living from subsistence agriculture today reaches 90%, the employment structure shows that 70% of the population of Mossendjo is unemployed, the city has 56.52% of women and its population is relatively young, 92.65% of the population is under 45 years old and 75% of the inhabitants of the town of Mossendjo are unemployed.

Keywords: City, Mossendjo, Urban growth, Shrinking cities, urban economy, urban hierarchy, de-urbanization

I. Introduction

L'urbanisation en Afrique, et plus particulièrement en République du Congo, est une réalité incontestablement dont les effets sont visibles dans les tissus urbains des établissements humains. Cette urbanisation est variable

selon le type de ville. Si dans les grandes villes, comme Brazzaville et Pointe-Noire, ce phénomène se matérialise par une extension démesurée de la ville du fait d'une occupation anarchique des espaces ; il n'en est pas le cas des villes moyennes et petites, comme Mossendjo, qui subissent une régression et un vieillissement de la population. Avec la mortalité qui touche naturellement les personnes âgées, la plupart des quartiers de ces villes renferme des habitations abandonnées par les enfants orphelins, partis dans les grandes villes à la recherche d'une vie plus meilleure. Pour freiner cette exode qui « tue » les petites et moyennes villes, car elles se désurbanisent, il convient d'analyser les facteurs de cette recomposition urbaine pour en atténuer les effets par des propositions de politique urbaine adaptée aux villes en phase de désurbanisation. Cet aspect du problème urbain fera l'objet d'une autre publication.

Nous avons, pour illustrer ce phénomène au Congo, choisi Mossendjo en exemple ; car, cette petite localité présente toutes les caractéristiques des villes qui se ruralisent progressivement du fait de la décroissance urbaine.

La ville est définie, aujourd'hui, par des critères quantitatifs, tels que la taille de sa population, la surface de son étendue, sa densité ou même le volume de sa production marchande. Elle fait également l'objet de définitions fonctionnelles comme son statut administratif, sa spécialisation économique ou son rôle dans la structuration des échanges et des communications. La coalition de concepts alternatifs à la ville, tels que l'agglomération, l'unité urbaine ou l'aire métropolitaine renvoient, tous, à un groupement de populations spatialement agglomérées, caractérisé par une organisation économique et sociale historiquement construite (Schaffar, 2009). Le processus de décroissance des villes est connu depuis fort longtemps, exactement depuis la fin des années 1970, mais il connaît un regain depuis au moins deux décennies, accéléré par les effets de la mondialisation et des inégalités de développement dans les établissements humains. Il est considéré comme un processus naturel de transformation urbaine en lien avec le cycle de vie des villes.

L'évolution de la ville et sa structuration répondent à des processus controversés. En effet, Est-ce que les grandes métropoles croissent plus rapidement que les petites villes sous l'effet des externalités positives ? Ce qui conduirait, dans le très long terme, à un paysage caractérisé par une concentration urbaine extrême (Dimou et al., 2011). Ces controverses sont alimentées par de nombreux travaux qui traitent de cette question, et particulièrement de la désurbanisation ou de la ruralisation des villes. Un phénomène qui est le contraire de la croissance urbaine, c'est-à-dire de la croissance démographique des villes. Ces travaux ont été résumés par MOREL—DORIDAT et HAMEZ en 2019. La désindustrialisation dans les villes, étatsuniennes et allemandes en particulier, a mis à jour cette nouvelle

notion dans la littérature urbaine, à savoir les villes en décroissance ou *Shrinking cities*. Ce phénomène de déclin urbain s'observe également dans les autres pays européens et en Afrique, bien que, dans ce dernier cas, peu d'études y soient consacrées à ce jour.

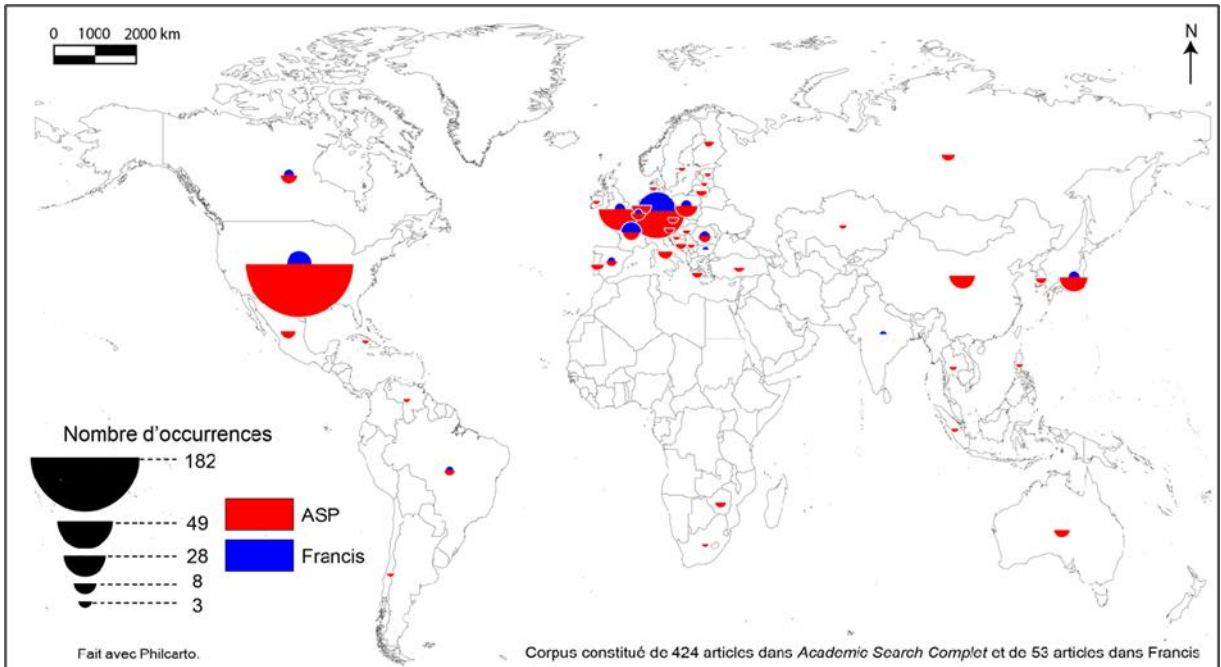


Figure n°1 : Pays faisant l'objet de publications sur les processus de décroissance
(Source: Morel-Doridat et Hamez, 2019)

II. Le Phénomène de Décroissance Urbaine

La décroissance urbaine est un phénomène qui s'est fortement développé depuis les années 1990 dans plusieurs régions du monde. Au milieu des années 2000, un groupe de travail sur le phénomène animé par Philip OSWALT a démontré sa dimension internationale à travers des exemples issus de plusieurs continents (Europe, Amérique du Nord, Japon). Des travaux confirmés par le Shrinking cities International Research Network. En effet, malgré la tendance mondiale actuelle à l'urbanisation croissante, de nombreux pays, comme les Etats-Unis ou l'Allemagne voient certaines de leurs villes perdre des habitants. Le déclin démographique est l'indicateur le plus souvent retenu pour les identifier. Ces villes portent le nom de *Shrinking city* aux Etats-Unis et de *schrumpfende städte* en Allemagne (Florentin, 2016). Schématiquement, la décroissance urbaine est caractérisée par une accumulation de processus, qui sont comme autant de spirales s'alimentant automatiquement entre elles.

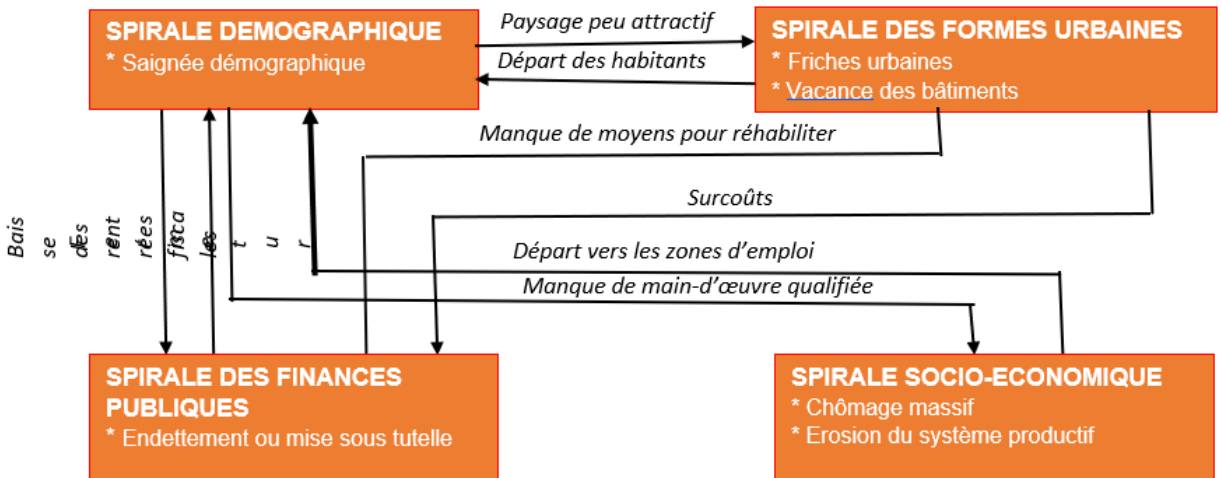


Figure n°2 : Spirales de la décroissance urbaine
 (Source : Florentin Daniel, 2018)

I.1. Ampleur du phénomène de décroissance

Les villes en décroissance désignent les villes qui présentent des pertes conjointes de population, d'emplois et de richesse. En effet, le *Shrinking city*, littéralement « ville rétrécissante ou ville en déclin » renvoie à la conjonction de trois impacts : démographique par la perte des populations ; économique par la perte d'activités, de fonctions, de revenus et d'emploi ; et social par le développement de la pauvreté urbaine, du chômage et de l'insécurité. Pour exemple, Baltimore, Cincinnati et Philadelphie ont perdu 20% de leur population entre 1970 et 2000 ; Détroit, Cleveland, Pittsburgh et Buffalo plus de 30% et Saint Louis 44% dans la même période (Florentin, 2018). Dans la période récente, la crise américaine des *subprimes* a accentué l'intérêt pour les villes frappées par le déclin démographique. De ce fait, la question des *Shrinking cities* a fait l'objet d'une campagne médiatique mettant en avant le destin dramatique des villes comme Détroit, Cleveland, Flint ou Youngstown dont la décroissance urbaine est due à la désindustrialisation de cette partie des Etats-Unis (Wolf et al., 2013). En Europe, la thématique des *Shrinking cities* a émergé en Allemagne au début des années 2000. Après une longue période marquée par une croissance urbaine, l'armature urbaine allemande est aujourd'hui caractérisée par des « villes qui gagnent », *les gewinner städte*, et d'autres qui « perdent », les *schrumpfende städte*. La décroissance des villes en Allemagne n'est pas un phénomène récent. Elle s'observait déjà au XIXe siècle et à l'époque wilhelminienne. Elle était le résultat de la différenciation régionale de l'industrialisation qui a polarisé l'urbanisation et a multiplié les cas de décroissance et de stagnation urbaine. Après la partition de l'Allemagne et la période de forte croissance démographique et économique à l'Ouest, des villes industrielles ont été touchées par la crise et les restructurations

sectorielles à l'instar des villes de la Sarre et de la Ruhr à partir de la décennie 1970 (Roth, 2011). Les premiers travaux sur le sujet ont été menés en Allemagne, dans le contexte de la réunification du pays. Celle-ci a causé des pertes démographiques importantes dans les villes de ex-RDA (Lang, 2012). En France par contre, ce phénomène ne suscite guère plus d'intérêt. Peu de travaux de recherche urbaine y sont consacrés. Or, la décroissance des villes est également une réalité en France. Pour preuve, selon le zonage 2010 de l'INSEE, la décroissance démographique concerne actuellement, en France métropolitaine, 283 des 771 aires urbaines. Plus d'un tiers des aires urbaines affichaient en 2011 une population résidente plus faible qu'en 1990 (INSEE, 1990 et 2011). En prenant le recensement de 2006, la France métropolitaine comptait 117 unités urbaines de plus de 50.000 habitants (unité urbaine est une catégorie statistique désignant une agglomération urbaine constituée de plusieurs communes lorsqu'elles paraissent former ensemble une seule ville), représentant plus de la moitié de la population urbaine française, soit exactement 51,9%. Parmi ces unités, plusieurs communes sont en déclin démographique en lien avec l'économie. On en distingue trois types :

- le premier regroupe quinze unités urbaines dont le déclin démographique est dû à l'effondrement d'une activité industrielle prépondérante, voire sa disparition, déclenchant une émigration industrielle : c'est le cas du grand bassin houiller français du Nord-Pas-de-Calais avec la fermeture des mines de charbon, regroupant les agglomérations urbaines comme Douai-Lens, Valenciennes, Béthune, Forbach ;
- le deuxième ensemble de villes en déclin comprend Saint-Etienne, Saint-Chamond, Metz, Montluçon, Maubeuge qui furent des villes métallurgiques ou sidérurgiques ;
- le troisième ensemble de décroissance démographique tient essentiellement au déclin du textile : Roanne, Epinal, Saint Quentin, Châteauroux

D'autres villes également sont en déclin démographique du fait des restructurations industrielles (Montbéliard, Le Mans, Charleville-Mézières) ou de la difficulté de diversification économique (Vichy, Nevers, Châlons-en-Champagne) (Dumont et al., 2010). En Afrique, il n'y a presque pas de travaux consacrés à la décroissance des villes. Cela s'explique par le fait qu'il paraît être un sujet moins important que la forte croissance générale des villes africaines. En effet, d'après l'OCDE, d'ici à 2050, la population africaine va doubler, les zones urbaines vont concentrer les deux-tiers de la croissance démographique et les villes vont compter 950 millions de personnes supplémentaires dans les 30 années à venir (OCDE, 2020). Or, ce phénomène cache des situations contrastées suivant les pays et à l'intérieur des pays. La macrocéphalie urbaine constatée dans la plupart des pays entraîne des cas de décroissance urbaine, qui souvent évolue vers la désurbanisation de la ville

qui se ruralise progressivement. Pour l'essentiel, cette décroissance est le résultat du solde migratoire occasionné par la disparition de l'activité industrielle prépondérante.

II. Stratégie d'atténuation de la décroissance urbaine

La décroissance urbaine survient dans les villes concernées par la perte des populations, le recul économique et la détresse sociale, matérialisant une crise à caractère permanent complexe et variable fonction des spécificités propres à chaque pays. La crise peut être lente et difficile à percevoir, mais appelle un changement dans les modalités de la production urbaine et dans les pratiques de l'aménagement. Il faut pour cela intégrer la décroissance dans la stratégie urbaine. Cela a été le cas de Turin (en Italie), qui a perdu plus de 25 % de sa population depuis les années 1970, et a vu le nombre de ses emplois dans le secteur productif baisser de plus de 130 000 unités. Sa trajectoire urbaine a marqué une forte bifurcation, qui a obligé les autorités municipales à changer leurs stratégies et leurs manières de produire l'urbain (Florentin, 2016). Il convient de préciser que le déclin urbain fait partie du cycle de vie de la ville et est présent dans les premières théories sur l'urbanisation. On en distingue deux types d'approches :

- *les approches linéaires* qui sont anciennes et prédisent l'inéluctabilité du déclin des villes au terme d'un processus de déconcentration puis de désurbanisation. À partir des années 1950 par exemple, l'étalement urbain est appréhendé aux États-Unis comme participant au déclin des villes centres et à leur dissolution ;
- *les approches cycliques* qui considèrent au contraire que les villes sont affectées par des phases de croissance et de décroissance qui alternent au cours du temps (Fol et al., 2010).

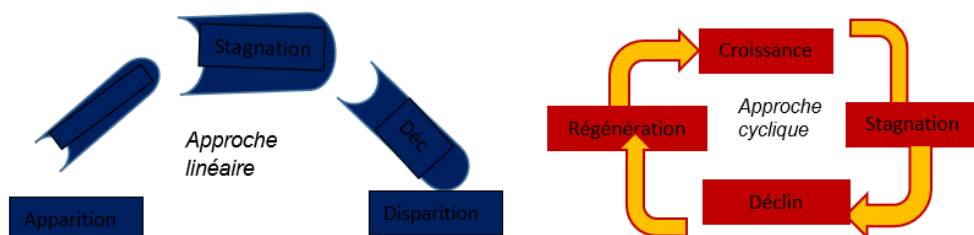


Figure n°3 : Les théories sur le cycle de vie des villes (Fol et Cunningham-Sabot, 2010)

L'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), un organe du ministère français en charge de l'administration du territoire, en se référant à ces approches, la phase de déclin, considère les phases d'augmentation de la population, suivies de phases de déclin où cette croissance est redistribuée dans d'autres villes de la région, comme inhérente au développement urbain. Des stratégies pour atténuer la décroissance urbaine existe afin de faire face

aux impacts négatifs de ce phénomène sur les villes. Elles passent par une bonne gestion des villes, une lutte contre les inégalités et inclusions sociales et la diversification de l'économie urbaine ; en d'autre terme la définition d'une politique de développement urbain susceptible d'améliorer l'attractivité de la ville (ANCT, 2021). Certains pays utilisent des politiques nationales urbaines, d'implantation ou d'utilisation du sol explicites, afin de gérer la croissance et le changement urbains à l'échelle nationale, c'est-à-dire entre les régions urbaines, en donnant la priorité aux interventions. L'association mondiale des grandes métropoles (AMGM) estime que ces politiques nationales peuvent être utilisées pour fournir un contexte pour les stratégies et les politiques de gestion de la croissance urbaine au niveau régional, métropolitain ou local. Car une politique urbaine doit se préoccuper de la gestion du changement urbain et influencer la répartition et l'opération des processus d'investissement et de consommation dans l'espace urbain. Elle doit être dynamique, permanente, et non pas ponctuelle (AMGM, 2011). Quant à la Conférence des Nations-Unies sur le Logement et le Développement urbain Durable (Habitat III) souligne, dans un de ses rapports, qu'il y a une corrélation entre bonne urbanisation et développement, une interaction entre urbanisation harmonieuse et création d'emplois et un lien entre qualité de vie et opportunités de subsistance. Ces principes devraient être intégrés dans toute politique et stratégie de renouvellement urbain. Ils font partie des propositions de cet organisme dans le cadre du « Nouveau Programme sur les Villes et l'Agenda 2030 pour le Développement Durable », notamment l'Objectif 11 relatif aux villes et communautés durables (Habitat III, 2017).

III. Methodes d'analyse des Systemes Urbains

Le choix des critères de définition de la ville n'est pas souvent neutre et leur utilisation privilégie naturellement une certaine conception de la ville, selon qu'elle est considérée du point de vue de l'aménagement du territoire, de celui de l'administration de sa population, du mode de vie de ses habitants et de leurs activités économiques. L'analyse d'une ville ou d'un système urbain est fondée sur les critères d'urbanité de chacune des villes qui constitue l'armature urbaine. Les villes peuvent ainsi être définies comme des :

- centres administratifs (définition fonctionnaliste administrative) ;
- lieux pourvus d'un statut particulier qui les distingue des campagnes (définition juridique) ;
- concentrations de population (définition démographique) ;
- concentration de population non agricole (définition sociologique) ;
- centres économiques (définition fonctionnaliste économique).

Les méthodes quantitatives sont utilisées fréquemment dans l'analyse des systèmes urbains modernes et donc des hiérarchies urbaines en mettant en

exergue la loi rang-taille qui met l'accent sur la définition démographique des villes (Sonkoly, 1996). Par exemple, au Danemark et en Islande, les lieux qui comptent un nombre d'habitants égal ou supérieur à 200 sont qualifiés de milieu urbain, alors que le seuil est fixé à 20 000 habitants aux Pays-Bas et au Nigéria, à 30 000 au Mali, 1000 habitants pour le Canada, 10.000 habitants pour la Suisse et 30.000 habitants pour le Japon. Le point de départ de ces classifications est le constat empirique que la distribution des tailles des villes d'un pays suit la loi de Pareto ou loi des 80-20, du nom de son créateur l'économiste sociologue italien du XIX^e siècle Vilfredo PARETO, complétée, plus spécifiquement pour les villes, par la loi de Zipf, encore appelée loi rang-taille, qui conditionne beaucoup de travaux sur les hiérarchies urbaines (Schaffar, 2009). On définit un indicateur positif ou constante C qui dépend de la taille de l'échantillon considéré (nombre de villes). La loi rang-dimension, ordinairement attribuée à Zipf (1949), a été formulée antérieurement par Auerbach (1931), Gibrat (1939), et Singer (1936). Elle établit, dans un tel ensemble classé, une relation simple entre la population P d'une ville et son rang R en appliquant la formule suivante :

$$P \times R^n = C, \text{ où } C \text{ est une valeur constante.}$$

C est le coefficient de hiérarchisation, stable dans le temps et l'espace, avec une valeur proche de l'unité, qui représente une mesure pertinente du degré de concentration urbaine :

- lorsque ce coefficient est faible (C inférieur à 1) : le système urbain est caractérisé par le poids démographique prépondérant des plus grandes villes (voire d'une ville) ;
- lorsque C est élevé (supérieur à 1), on est en présence d'un espace où la population est distribuée entre de nombreuses villes.

À chaque ville de population P est associé un rang R ; la plus grande ville de population P_1 ayant pour rang $R = 1$. L'équation générale correspondant à ce type d'ajustement devient (Thouez, 1972) :

$$P_n = P_1 \times R_n - q$$

- P_n = population de la ville de n^{ème} rang
- P_1 = population de la ville de 1^{er} rang
- R_n = rang de la ville n
- q = constante.

Le phénomène de décroissance des villes peut s'expliquer par :

- un nombre de décès supérieur aux naissances (solde naturel négatif) ;
- ou le départ d'habitants non compensé par l'arrivée des nouveaux (solde migratoire négatif).

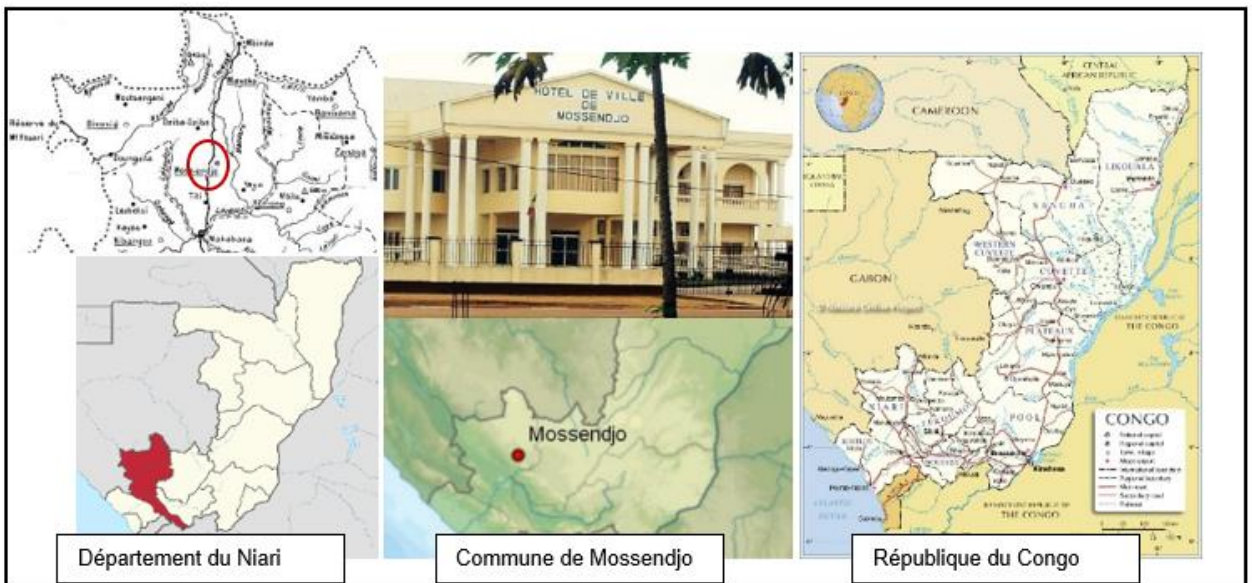
Dans la majorité des cas de villes en décroissance à travers le monde, la principale cause du déclin est le déficit migratoire.

IV. Enquete, Resultats, Interpretation et Discussion

IV.1. Cadre de l'étude

La ville de Mossendjo est une commune urbaine dite de plein exercice, créée par la loi n° 26/84 du 05 septembre 1984. Elle est située dans le département du Niari, à mi-chemin entre Dolisie et la frontière avec la République Gabonaise sur la route menant à Mouanda (Gabon). Elle se trouve à 176 km de Dolisie, à 154 km de Sibiti, 169 km de Nkayi et à 200km de Franceville (Gabon). Le site urbain de cette ville se trouve au centre de massif du Chaillu, chaîne montagneuse forestière. Les coordonnées géographiques de Mossendjo sont : 2°57'00'' sud de latitude et 12°44'00'' de longitude avec 470 m d'altitude. La ville est reliée à Dolisie par un axe routier non bitumé, partant de Milla-Milla (District de Louvakou), et par une voie ferroviaire, partant de Dolisie. Mossendjo est considérée comme le centre de transit et de trafic du bois de la zone sud-ouest du Congo.

Son rayonnement socio-économique, hérité de la période où elle était chef-lieu du département de la Louessé (1960-1967), s'étend sur toutes les localités de la vallée de la Louessé, situées au nord des départements du Niari et de la Lekoumou en direction de Komono.



Graphique n°1 : Situation géographique de la ville de Mossendjo
(Source : Google Map, photo réalisée par l'auteur).

IV.2. Déroulement de l'enquête

L'enquête de terrain s'est déroulée du 11 avril au 29 mai 2020, dans le cadre des travaux de Master II, session 2019-2020, en urbanisme d'un étudiant de l'Ecole Africaine des Métiers de l'Architecture et de l'Urbanisme du Togo (EAMAU) dont nous avons assuré la codirection du mémoire. Elle a pris, comme base, l'estimation de la population de la ville en 2020 par l'institut national de la statistique (INS) à 17.735 habitants (RGPH 2007).

Le nombre de ménages à enquêter a été obtenu à partir de la formule suivante :

$$n = N / (1 + N \times e^2)$$

Avec :

- n : Taille d'échantillon,
- N : Taille de la population
- e : Niveau de précision.

En retenant le niveau de précision de +/- 5% et la taille de la population totale de Mossendjo en 2020 projetée par l'INS à 17.735 habitants, la taille de l'échantillon serait de :

$$n = 17\,735 / (1 + 17\,735 \times 0,05^2) = 391 \text{ habitants.}$$

En ajoutant 10% des pertes liées aux enquêtes du terrain, nous avons une taille d'échantillonnage de $n = 430$ habitants. Or, les données du plan directeur d'urbanisme précisent que la taille moyenne de ménage à Mossendjo est de 5,67 personnes par ménage.

En définitive, le nombre de ménages de notre échantillon a été de $n = 430 / 5,67 = 75,84$ ménages, que nous arrondissons à 76 ménages. Mossendjo comptant dix quartiers, nous avons reparti cet échantillonnage de façon aléatoire, à raison de sept (07) ménages/quartier.

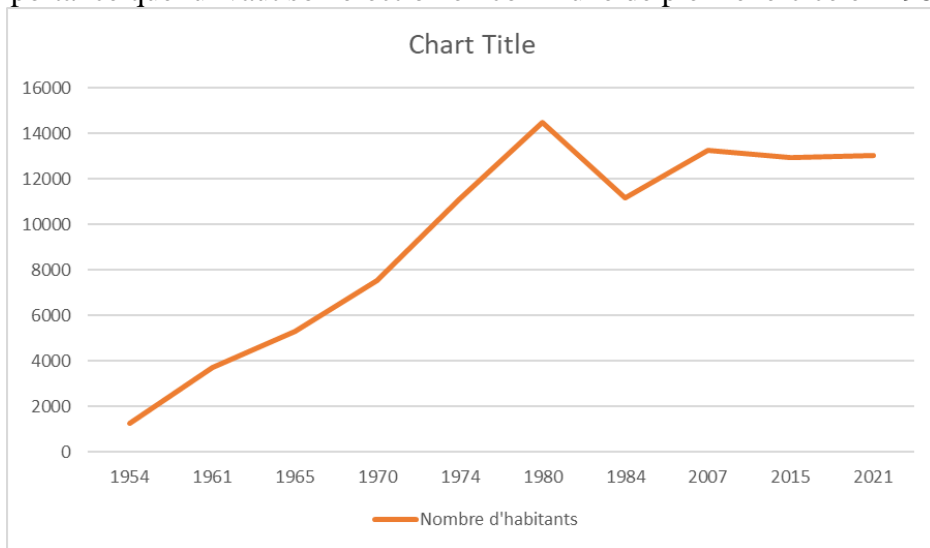
IV.3. Résultats et Interprétations

Les données de l'enquête de terrain nous ont éclairés sur la situation urbaine actuelle de la ville de Mossendjo. Pour une meilleure appréciation de la situation, nous avons croisé ces données avec celles du Plan d'urbanisme (PDU) de 1982, ainsi que le résultat et les estimations du dernier recensement de la population et de l'habitat de 2007. Cela nous a permis de distinguer les séquences d'évolutions démographiques qu'a connues Mossendjo au cours de la période 1982 – 2020 et de constater si les prévisions du dernier recensement de la population ont été vérifiées ou non, afin d'en tirer les enseignements sur la croissance et la décroissance de la ville de Mossendjo.

IV.3.1. Evolution de la population urbaine

Les recensements de 1960 à 2007 montrent la décroissance démographique de la ville de Mossendjo. Ce qui a une incidence sur son rang dans l'armature urbaine nationale.

On l'apprécie mieux sur le graphique n°1 ci-dessous. Celui-ci montre une évolution lente mais régulière de la population de la ville de 1954 à 1980 : une période correspondant à l'installation d'une industrie forestière autour de la ville. Le chemin de fer COMILOG ouvert en 1962 a été également déterminant dans la croissance de la ville pendant cette période, tout d'abord par le chantier lui-même qui s'est déroulé de 1960 à 1962, ensuite par la présence de la gare, le trafic du bois et toutes sortes de relations commerciales. Mossendjo est ainsi devenu la cinquième ville du Congo, et a eu un rôle de capitale administrative et commerciale du Chaillu occidental. C'est de cette importance que lui vaut son érection en commune de plein exercice en 1984.



Graphique n°2 : Evolution de l'effectif de la population de Mossendjo de 1954 à 2021
(source : enquête personnelle, 2020)

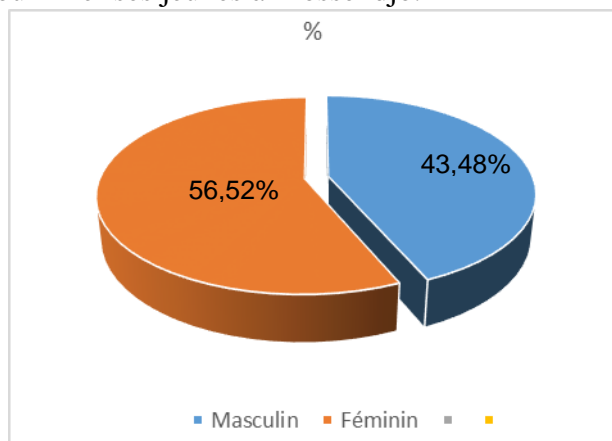
A partir de 1980, on constate une décroissance de la population urbaine. C'est le début de la désindustrialisation de la ville causée par la fermeture des sites d'exploitation forestière pour des reboisements.

En fait, plusieurs périodes de croissance et de décroissance sont constatées de 1980 à 2021. Elles correspondent à des crises majeures dans le pays. En effet, le début des années 1990 voit l'avènement de la démocratie pluraliste au Congo. Cela a un effet catalyseur sur les villes où les populations, libérées des contraintes du tout-Etat caractérisant le monopartisme, s'essaient à des investissements de toutes sortes. Cela se traduit par un retour des habitants qui viennent créer des petites entreprises agricoles et artisanales. La

forte croissance autour de 2000 est imputable à la guerre civile, qui survient en 1997, faisant fuir les ressortissants de Mossendjo des villes de Brazzaville et de Dolisie, théâtres des affrontements armés, qui reviennent chez eux. Ils sont rejoints, pour les mêmes raisons, par les ressortissants des départements de la Bouenza et du Pool. La décroissance à partir de 2005 correspond au retour de la plupart des réfugiés de guerre dans leurs localités originelles de résidence ou de travail. Depuis lors, la ville de Mossendjo perd ses habitants en faveur des grandes villes de Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie ; essentiellement pour des raisons d'emploi et de scolarité, Mossendjo n'abritant plus aucune industrie. L'essentiel de l'activité de ses habitants est l'agriculture, avec des moyens de production rudimentaires, accentuant la pénibilité. Car, contrairement aux prévisions du recensement général de 2007 pour les années à venir, la ville de Mossendjo n'a fait que perdre d'habitants. Les recensements électoraux de 2012, 2016 et 2021 ont prouvé le contraire de ce qui était projeté par le dernier recensement de 2007.

IV.3.2. Structure par sexe, âge et par niveau scolaire de la population

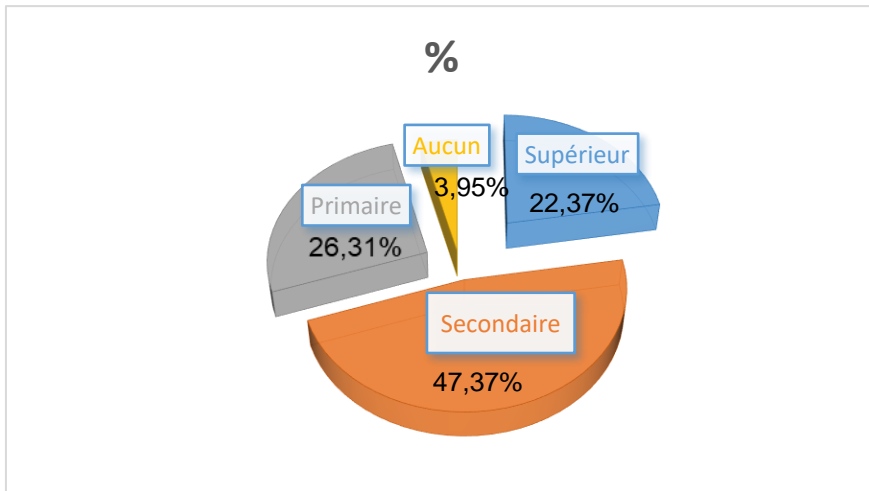
92,65% de la population de Mossendjo ont au plus 45 ans et 7,13% de la population a plus de 55 ans. Cette dominance montre que la population de Mossendjo est majoritairement jeune. On constate toutefois une baisse de la population sur une tranche d'âge de 25-30 qui s'explique par une émigration professionnelle dans d'autres centres urbains du pays, particulièrement Dolisie, Pointe-Noire et Brazzaville. Cela traduit l'absence dans la ville des activités économiques et des établissements d'enseignement de second degré et supérieur pour fixer ses jeunes à Mossendjo.



Graphique 3 : Répartition de la population par âge (source : enquête personnelle, 2020)

L'enquête a montré également que Mossendjo compte plus de femmes que d'hommes. Cela s'explique par le fait que l'émigration professionnelle

concerne plus les hommes qui vont à la recherche d'un emploi vers les grands centres urbains.



Graphique n°4 : structure de la population de Mossendjo par sexe
(Source : Enquête Personnelle)

En outre 70% des chefs de ménages ont atteint les niveaux secondaire et supérieur, seul 4% n'ont pas été à école.



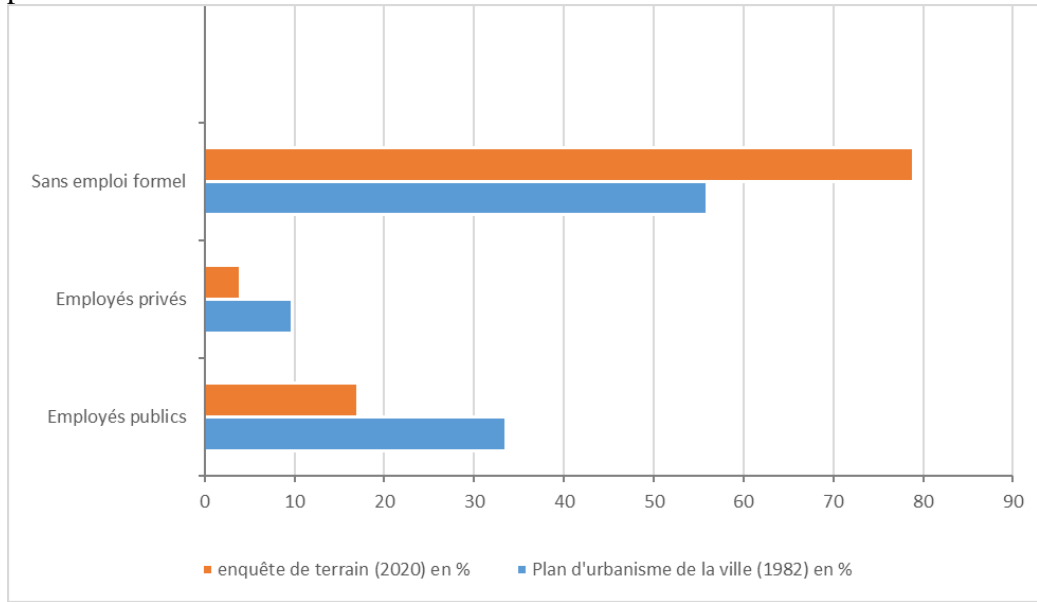
Graphique n°5 : structure de la population de Mossendjo par niveau d'instruction des chefs de ménage (Source : Enquête personnelle)

Ce paramètre, conforme à la valeur nationale, montre que la ville dispose d'un potentiel humain intéressant pouvant être mobilisé à travers une politique urbaine de lutte contre la décroissance urbaine.

IV.3.3. Catégorie socioprofessionnelle

Les données du Plan d'urbanisme de la ville disposent qu'en 1982, Mossendjo comptait environ 13000 habitants dont 44% des ménages ayant un

emploi contre 56% sans emplois. Par ailleurs, notre enquête montre qu'aujourd'hui 79% de la population est aujourd'hui sans emploi contre 17% qui en sont pourvus. Le secteur privé n'emploie plus que 4% contre un peu plus de 9% en 1982.



Graphique n°6 : structure de la population de Mossendjo par catégorisation professionnelle
(Source : Enquête personnelle)

IV.3.4. Diagnostic socio-économique

L'activité économique est l'un des piliers de développement d'une ville. A Mossendjo, les activités économiques se pratiquent en majorité dans l'informel. Elles sont réparties selon leur secteur comme suit :

IV.3.4.1. Secteur primaire

Le secteur primaire regroupe plusieurs activités qui sont liées à l'exploitation de ressources naturelles : agriculture, sylviculture, pêche, et activités minières.

a) *Les activités agricoles*

Entre 1974 et 1984, Mossendjo était une ville d'expérimentation agricole et de formation des petits exploitants pour la région du Niari du fait de son sol favorable à l'agriculture. Les spéculations les plus courantes étaient le riz, l'arachide, le maïs et le manioc. Au cours de notre enquête, l'agriculture est restée l'une des principales activités de la ville de Mossendjo, environ 90% des populations pratiquent une activité agricole, malgré son faible rendement, avec des outils rudimentaires. La production est destinée à l'auto-consommation.

On y réalise également des cultures vivrières et de rente, notamment le manioc, la banane, l'igname, les agrumes, le safou, le maïs, l'arachide, la tomate, divers légumes, les taros, les noix de palme, et huile de palme. L'essentiel de leur production est commercialisé dans les marchés nationaux, essentiellement ceux des villes de Dolisie et Pointe-Noire.

Tableau : *Organisation des pratiques agricoles formelles à Mossendjo*

| Dénomination | Activités pratiquées | Produits | Surface de culture |
|---|---|-----------------------------------|--------------------|
| Agrolissali | Cultures de rente | Banane | 6 ha |
| Groupeement coopératif de Litsandou | Culture de rente | Banane | 12 ha |
| CODAM | Cultures de rente, pisciculture | Manioc, poissons | 12 ha |
| Agriculteurs de niveau baccalauréat et plus | Cultures de rente, maraîchage | Légumes, banane, arbres fruitiers | 63 ha |
| Autres Agriculteurs | Cultures de rente, pisciculture, maraîchage | Légumes, banane, arbres fruitiers | 180 ha |
| Total | | | 261 ha |

Source : direction de l'agriculture de la ville de Mossendjo

b) L'exploitation et transformation des produits forestiers et agricoles

L'exploitation forestière est aussi l'une des principales activités économiques de la ville de Mossendjo. Mais avec l'arrêt de la fourniture en dents de scie des prestations des menuiseries de l'école nationale des eaux et forêts (ENEF) et de l'église Catholique, des exploitations forestières des sociétés TAMAN Industries, Asia-Congo et Afriwood. Seule Sicofor exerce encore ses activités dans les forêts du massif du Chaillu, cette activité a connu une forte baisse d'activités à partir de 2018, ce qui a occasionné des pertes d'emplois et une chute considérable du pouvoir d'achat des ménages et de l'activité économique dans la commune.

c) La chasse et la pêche

La chasse et la pêche sont aussi des activités rémunératrices de la ville de Mossendjo. Elles sont régulièrement pratiquées par les habitants de la ville. Mais elles se font de façon rudimentaire. L'Etat a mis en place dans la ville une antenne de la direction des eaux et forêts pour réglementer ce trafic. Par ailleurs, le ravitaillement en poisson n'est pas évident face au désintéressement de la population à la pêche malgré la présence d'une hydrographie importante. Ce qui d'ailleurs cause la cherté des prix du poisson sur le marché local et favorise l'importation des produits congelés.

IV.4.3.2. Le secteur secondaire

Le secteur secondaire regroupe les activités liées à la transformation des ressources naturelles. Il est regroupé en deux types d'activités : artisanal et industriel.

a) Activité artisanale

Les activités artisanales dans la ville de Mossendjo portent sur la transformation du manioc, de l'arachide, des fruits et la production des beignets, d'huile de palme, de la boisson locale à base de sève de palmier, la fabrication du savon, la boulangerie, la pâtisserie, etc. Toutes ces activités sont réalisées avec les moyens rudimentaires, ne permettant pas de grandes productions.

b) *Activité industrielle*

Les activités industrielles sont essentiellement celles consacrées à l'exploitation de la forêt et des ressources minières.

IV.3.4.3. Le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est caractérisé par les commerces, les services, les nouvelles technologies, les microfinances et le tourisme.

a) *Les activités commerciales*

Depuis le départ définitif des commerçants portugais à la fin des années 80 et la faillite des grands commerçants congolais qui exerçaient dans le domaine, l'activité commerciale est limitée à quelques boutiques tenues par des citoyens ouest africains et quelques congolais. Toutefois, le secteur commercial informel est plus important. Même si la ville dispose de trois marchés domaniaux qui ont une faible capacité d'accueil, on observe aussi des étalages des produits le long des rues et ruelles de la ville.

b) *Les activités de microfinance*

Depuis la fermeture de la banque commerciale congolaise dans les années 1990, la ville de Mossendjo n'a plus de banque. Les activités financières sont réalisées à travers des établissements de microfinance qui se sont installés dans la ville dans les années 2000. Les quatre établissements existants sont spécialisés dans le transfert de fonds, l'épargne et le crédit. Il s'agit des sociétés CHARDEN-FARRELL et MAOUENE qui assurent les opérations de transfert direct d'argent ; de la Caisse Congolaise d'Épargne et de Crédit (CCEC) et de la Mutuelle d'Épargne et de Crédit (CMEC) qui collectent l'épargne.

c) *Les activités touristiques*

En dépit des potentialités naturelles qu'offre la ville, notamment les chutes de Mourala et d'Itsibou ainsi que les espaces forestiers qui abritent une faune et une flore importantes, le tourisme est balbutiant et peu exploité. Ce qui se traduit par l'absence d'une stratégie de développement capable d'impulser un dynamisme dans le secteur, l'insuffisance des établissements d'accueil (hôtels et restaurants) et le faible développement des transports.

Discussion

Les données de notre enquête confirment celles des recensements de la population qui montrent la décroissance démographique de la ville de Mossendjo. Cette décroissance due essentiellement à l'absence d'industries entraîne progressivement une désurbanisation. La part de la population agraire croît de plus en plus ; elle atteint aujourd'hui 90% de la population ; il s'agit plus de l'agriculture de subsistance et très peu commerciale.

La structure de l'emploi indique également cette ruralisation de la ville, 79% de la population de Mossendjo est sans emploi. L'absence d'une politique urbaine efficace et prospective ne plaide pas en faveur d'une inversion du processus. C'est ce qui se lit à travers la répartition par sexe de la population, Mossendjo compte 56,52% de femmes.

La population urbaine est relativement jeune. Notre enquête de terrain a montré que 92,65% de la population de Mossendjo a moins de 45 ans et 7,13% de la population âgée de plus de 55 ans. Le constat sur la baisse de la population de la tranche d'âge de 25-30, due à une émigration professionnelle vers les grandes villes, est un bouleversement structurel important. Cette crise urbaine due aux pertes d'emplois et de population a déclenché une dégradation du tissu urbain et entraîné une grande pauvreté urbaine.

La pauvreté augmente en proportion non seulement parce que la situation des habitants restés sur le territoire urbain se détériore, mais aussi parce que les populations les plus favorisées quittent la ville. Notre enquête montre d'ailleurs que 75% des habitants de la ville de Mossendjo est au chômage.

Tous ces indicateurs négatifs expliquent la décroissance de la ville de Mossendjo, on dira même la ruralisation de cette ville. Malheureusement, cette situation n'est pas correctement appréhendée par les acteurs politiques locaux et nationaux. Pourtant ce processus, observable également dans d'autres villes du pays, ne peut que remettre en question les modèles traditionnels de développement local et d'aménagement urbains s'appuyant sur le référentiel de la croissance. Il convient d'imaginer une autre politique urbaine.

Conclusion

La décroissance de la ville de Mossendjo est due aux mêmes facteurs qui entraînent la décroissance urbaine dans d'autres villes : *démographique* par la perte des populations ; *économique* par la perte d'activités, de fonctions, de revenus et d'emploi ; et *social* par le développement de la pauvreté urbaine, du chômage et de l'insécurité. Notre enquête a confirmé ce processus de déclin qui se poursuit actuellement. Cela implique donc de la part des pouvoirs nationaux et locaux des mesures concrètes pouvant inverser le processus, autrement dit une nouvelle politique urbaine s'appuyant sur les atouts et forces de la ville.

Les politiques urbaines ont en commun une focalisation importante sur les espaces centraux des villes, considérés comme des secteurs prioritaires, à réhabiliter, à valoriser et à aménager, afin de peser dans la concurrence interterritoriale. L'amélioration du cadre de vie, la conversion de l'économie locale vers le secteur tertiaire et l'attraction de nouveaux résidents constituent en général les objectifs centraux de ces politiques, en vue de renouer avec une situation de croissance démographique et économique.

Selon des experts du fait urbain, la stratégie de lutte contre la décroissance devrait être multidirectionnelle et porter sur les opérations programmées d'amélioration d'habitat (OPAH), la requalification des quartiers anciens dégradés, le réaménagement des espaces publics (remodelage de places, travaux sur la voirie ou le stationnement, revitalisation des espaces centraux), la lutte contre la vacance commerciale, les actions en matière de diversification du commerce et des activités économiques, le développement culturel et le tourisme. Ce type de stratégie a pour objectif d'attirer des résidents issus des classes moyennes et supérieures.

Les autorités locales de la ville de Mossendjo doivent donc, dans l'élaboration du nouveau plan de développement urbain (PDU), intégrer ces éléments de dynamisation du tissu urbain afin que la ville puisse progressivement relever le défi de l'attractivité, de la croissance et du développement.

References:

1. CUNNINGHAM-SABOTE., FOL S., ROTH H. et WOLFF M. (2013). Shrinking cities, villes en décroissance : une mesure du phénomène en France. *Cybergeographe : european Journal of géographie* (en ligne), Aménagement, Urbanisme, document 661, mis en ligne le 08 décembre 2013, consulté le 13 novembre 2021, URL : <http://journals.openedition.org/cybergeographe/20136>; DOI : <http://doi.org/10.4000/cybergeographe26136>.
2. DIMOU M., SCHAFFAR A. (2011). Les théories de la croissance urbaine. *Revue d'économie politique*, Vol. 121, Paris, pp 179 - 207.
3. DUMONT G.-F., CHALARD L. (2010). Croissance et décroissance des villes françaises : la typologie des évolutions démographiques – *Revue Population et Avenir* n°699, pp. 4 - 7.
4. FLORENTIN D. (2016) Notion en débat : shrinking city. *Geoconfluences*, Lyon. URL : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr//informations-scientifiques/à-la-une/notion-à-la-une/notion-shrinking-city>.
5. FLORENTIN D. (2018). Les défis de la décroissance urbaine. *Revue de l'Institut Veolia, Aubervilliers, France*, pp. 16 - 19.

6. FOL S., CUNNINGHAM-SABOT E. (2010). Déclin urbain et Shrinking Cities : une évaluation critique des approches de la décroissance urbaine. *Annales de géographie*, vol. 674, n°4. pp. 359 - 383.
7. HAMEZ G., MOREL-DORIDAT F. (2019). La recherche scientifique sur les shrinking cities : apport de la bibliométrie. *Cybergeog : Revue européenne de géographie / European journal of geography*, UMR 8504 Géographie-cités, pp. 9 - 20. 10.4000/cybergeog.32354 halshs-02476706.
8. INSEE. (1990 et 2011). Recensements de la population française.
9. LANG, T. (2012). Shrinkage, Metropolization and Peripheralization in East Germany - *European Planning Studies*, cité par Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (2021). La décroissance urbaine : enjeux, clés d'analyse et action publique – Etudes, Paris, juillet 2021, 69 pages.
10. OCDE, Cahier de l'Afrique de l'Ouest (2020) Dynamiques de l'urbanisation africaine –, Africapolis, une nouvelle géographie urbaine, OECD iLibrary, 203 pages.
11. ROTH, H. (2011). Les "villes rétrécissantes" en Allemagne - *Géocarrefour*, vol. 62, n° 2, pp. 75 - 80.
12. SHAFFAR A. (2009) Croissance et hiérarchie urbaines dans les pays émergents – Thèse de doctorat, Université de la Réunion; Université de Toulon Sud, 330 pages.
13. SHAFFAR A. (2009). La loi de Zipf dans la science régionale : entre ancienne controverses et nouvelles perspectives - *Cybergéo, Revue Européenne de Géographie, Système, modélisation et géostatiques*, n°450, 26 pages.
14. SONKOLY G. (1996). Comment définir une hiérarchie urbaine ? La Transylvanie entre 1750 et 1857 – *Cahiers du centre de recherches historiques (en ligne)*, 17, mis en ligne le 27 février 2009, consulté le 25 septembre 2021, URL, <http://journals.openedition.org/ccrh/2616>.
15. THOUEZ J-P. (1972). Étude de la hiérarchie des villes du Québec en fonction de leur population selon le modèle de Zipf – *Revue L'actualité économique*, Volume 48, numéro 3, pp.519 - 525.
16. VENNETIER Pierre (1966). *Géographie du Congo Brazzaville* – Ed. Gauthier – Villars, Paris, 174 pages.
17. ZIAVOULA E. R. (1996). *Villes secondaires et pouvoirs locaux en Afrique subsaharienne : le Congo* – Nordiska Afrikainstitutet, Suède, 145 pages.